

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
ZI la Bouriette  
320 Chemin de Maquens  
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 14/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE**

Rue Antoine Becquerel - CS 17216  
11100 Narbonne

Références : UID11/66-C3-2026-151  
Code AIOT : 0006606318

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE implanté LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 Narbonne. L'inspection a été annoncée le 22/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE
- LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 Narbonne
- Code AIOT : 0006606318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Lambert IV exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée est une installation de stockage de déchets non dangereux ultimes issus des ménages ou des entreprises de l'Aude et des départements limitrophes.

### Thèmes de l'inspection :

- AR - 6

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositif de collecte de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I	Sans objet
2	Mesure de la quantité de biogaz capté	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I	Sans objet
3	Mesure du volume de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II	Sans objet
4	Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II & 21	Sans objet
5	Mesure de la qualité du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21	Sans objet
6	Programme de contrôle des installations biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-II	Sans objet
7	Contrôle externe des installations de destruction	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-III	Sans objet
8	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV	Sans objet
9	Programme de détection et réparation des fuites	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-V	Sans objet
10	Bilan énergétique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24-ter	Sans objet
11	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'installation est en conformité avec les prescriptions de l'arrêté ministériel en ce qui concerne le biogaz : le méthane est collecté à travers un réseau de drainage puis valoriser au sein d'une station

composée de 2 moteurs afin de produire de l'électricité. Les contrôles et la maintenance sont réalisés périodiquement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositif de collecte de biogaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de collecte de biogaz
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets. Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci. Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier. Ce dispositif est conçu et mis en place selon les modalités présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé en application de l'article « L. 512-1 » du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que le biogaz est récupéré par un réseau de captage et de collecte constitué par des puits et des drains horizontaux situés dans chaque casier. D'après l'exploitant, de nouveaux drains de collecte du biogaz sont installés à chaque progression de 20 m de haut.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mesure de la quantité de biogaz capté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de la quantité de biogaz capté
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.
<b>Constats :</b>  Le réseau de collecte du biogaz des différentes installations du site de Suez à Narbonne est dirigé vers une unité de valorisation du biogaz constituée de 2 moteurs. Un compteur est installé sur le réseau de collecte des installations en post exploitation Lambert I et Lambert II et un autre compteur a été constaté sur le réseau de collecte de l'installation en exploitation Lambert IV. Les points de mesure sont positionnés juste avant l'entrée des conduites dans l'unité de valorisation.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Mesure du volume de biogaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure du volume de biogaz
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion. Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé</p> <p>A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.</p> <p>[...]</p> <p>En cas de stockage du gaz avant utilisation, les réservoirs utilisés satisfont les prescriptions de l'arrêté ministériel relatif au stockage de gaz en vigueur</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté, au niveau de la plateforme de la torchère, 2 systèmes de mesure (pour Lambert IV et pour Lambert I + II).</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a réalisé une prise de mesure dans le point de prélèvement du biogaz situé avant l'entrée de la conduite vers l'unité de valorisation.</p> <p>Il n'y a pas de réservoir de stockage de gaz sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II & 21
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 12-II</p> <p>Les équipements d'élimination du biogaz sont conçus de manière à respecter les critères fixés à l'article 21.</p> <p>Article 21</p> <p>I. L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.</p> <p>Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.</p>

<p>Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le registre de contrôle hebdomadaire de la dépression de l'ensemble du réseau, réalisé au niveau de 3 points principaux.</p> <p>Un dispositif portatif de contrôle a été présenté lors de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Mesure de la qualité du biogaz

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de la qualité du biogaz</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p> <p>Annexe II : Dispositions relatives au contrôle des eaux, des lixiviats et des gaz</p> <p>1. Données relatives aux rejets</p> <p>4. Qualité du biogaz capté et pression atmosphérique : CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, CO, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le tableau d'analyse présenté par l'exploitant, les paramètres CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, CO, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub> sont mesurés tous les mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Programme de contrôle des installations biogaz

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de contrôle des installations biogaz</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés.</p> <p>Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.</p> <p>Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure.</p> <p>Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.</p>

Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté son programme de contrôle et de maintenance préventive. Il réalise un contrôle hebdomadaire de l'installation de valorisation (moteur, coffret, compresseur) afin de vérifier les niveaux et l'absence de fuite. Le contrôle de la torchère est réalisé semestriellement. Le résultat du contrôle du détecteur de gaz dans un moteur, daté du 24/05/2024, a été fourni.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Contrôle externe des installations de destruction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle externe des installations de destruction
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température. La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas : SO <sub>2</sub> (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm <sup>3</sup> ; CO : 150 mg/Nm <sup>3</sup> . Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. Les concentrations en polluants sont exprimées par m <sup>3</sup> rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène. Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que la torchère a fonctionné 224 h en 2024. La fiche de résultat du contrôle de la torchère réalisé le 09/12/2024 mentionne 246 mg/Nm <sup>3</sup> de SO <sub>2</sub> et 17.5 mg/Nm <sup>3</sup> de CO (valeurs corrigées à 11 % d'O <sub>2</sub> ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Cartographie des émissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois.</p> <p>L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente.</p> <p>L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué réaliser une cartographie annuelle des émissions de méthane, la dernière datant de janvier 2025. Un défaut a été identifié au niveau d'un des puits de captage. L'exploitant a précisé que des travaux ont été réalisés autour de ce puits afin de l'entourer de terre et de restaurer l'étanchéité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Programme de détection et réparation des fuites**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de détection et réparation des fuites
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>V. L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz.</p> <p>L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé que son programme comporte une cartographie annuelle des émissions. Il consigne aussi le retour des opérateurs sur d'éventuelles odeurs de biogaz.</p> <p>Des détecteurs tri-gaz permettent d'identifier une fuite.</p> <p>Les détections de fuite et les réparations sont listées dans le rapport annuel de l'installation Lambert IV.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 10 : Bilan énergétique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24-ter
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantité de biogaz valorisé
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend : i) Des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) Des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) Des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le bilan énergétique qui montre un volume de biogaz brûlé dans les moteurs de 4.125 millions de m3. A fin aout 2025, l'exploitant avait produit 8610 MWh. Ces données sont mentionnées dans le rapport d'activité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra préciser la partie d'énergie auto-consommée pour faire fonctionner ses installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43
<b>Thème(s) :</b> Autre, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées

selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

[...]

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté un extrait de l'application Trackdéchets.

Sur les 30 jours précédents l'inspection, il a été constaté 10 300 entrées renseignées équivalant à environ 9200 tonnes de déchets.

**Type de suites proposées :** Sans suite